

Comité de suivi des fonds européens 2007-2013 et 2014-2020

Réunion du mardi 24 mai 2016

Compte-rendu

Le comité de suivi commun aux programmes européens 2007-2013 et 2014-2020 en Franche-Comté s'est réuni le 24 mai à Dole, à la salle du Manège de Brack, sous la présidence de Madame Sophie FONQUERNIE, Vice-Présidente du Conseil régional de Franche-Comté, représentant Madame la Présidente et Monsieur Patrick AYACHE, Vice Président en charge des fonds européens, excusés, et de Madame Nathalie DAUSSY, SGAR Adjointe, représentant Madame la Préfète, excusée.

Participaient à cette réunion :

| | |
|------------------------|---|
| AGOSTI Elisa | Maison de l'Europe |
| ANDRE Colette | Conseil départemental de Haute-Saône |
| AUBERT Sandrine | Conseil départemental du Jura – Mission Europe |
| BELOT Annie | Direction Régionale des Finances |
| BELLE Florent | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| BERTOLISSI Paola | Commission européenne – DG Emploi |
| BLANCHET Jean | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| BUNOD Anne-Hélène | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| CATALAO Alexandra | Commission Européenne – DG AGRI |
| CHABAUD Laurent | Conseil départemental du Jura – Mission Europe |
| CHAPPAZ Amélie | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| CHARLES Pierre-Olivier | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| CHAUVIN Jean-Michel | Chambre de commerce et d'industrie régionale |
| CLERC Frédéric | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |

| | |
|-----------------------|--|
| CUCHEROUSSET François | Communauté de Communes du Pays de Pierrefontaine-Vercel |
| DAUSSY Nathalie | Secrétariat Général pour les affaires régionales |
| DEROUAND Bruno | Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt |
| DE FILIPPO Dominique | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| FAVEREAUX Anne-Laure | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| FONQUERNIE Sophie | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| GAILLY Iva | Commission européenne – DG REGIO |
| GAMBA Véronique | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| GOULT Christophe | Association Bourgogne-Franche-Comté Europe |
| GROZ Fanny | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté |
| GUTHMANN Caroline | Secrétariat général pour les affaires régionales |
| HALDI Karine | Conseil départemental du Doubs |
| HUMBERT Aline | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| ISLASSE Jean-François | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| LACOMBE Alexandre | MEDEF Franche-Comté |
| LEHEC Jean-Pierre | Conseil départemental du Territoire de Belfort |
| LEHMANN Aimery | DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté |
| LINARD Annick | Secrétariat général pour les affaires régionales |
| LOPEZ Alexa | Conseil départemental du Jura – Mission Europe |
| MAGONI Nadia | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| MARCHADIER Rémy | Communauté de Communes Champagnole Porte du Haut-Jura |
| MARECHAL Juliette | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| MENARD Michel | DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté |
| MONNIOT Nathalie | Conseil départemental du Territoire de Belfort |
| MORIN Rémi | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté |
| MONTRELAY Stéphane | Conseiller régional Bourgogne-Franche-Comté |
| MOUILLET Stéphanie | GAL Doubs Central (PETR du Doubs Central) |
| PEA Julien | Maison de l'Europe |

| | |
|------------------------------|---|
| PENNEC Johanne | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| PIQUARD Charles | GAL Doubs Central (PETR du Doubs Central) |
| POTIER Marion | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| SERRA Delphine | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| SONTAG Alex | FRSEA |
| TREISSAC Pauline | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| VAIVRE Sylvain | Grand Besançon / Pôle métropolitain |
| VIOLET Ghislain | C.A.B. |
| VUILLEMIN-MOREL Stéphanie | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| WILBRETT Anne | Conseil régional Bourgogne-Franche-Comté – Direction Europe |
| ZANVETTOR Vincent | Grand Besançon / Pôle métropolitain |

Etaient excusé(e)s :

| | |
|---------------------|--|
| AYACHE Patrick | Vice-Président en charge des fonds européens |
| BARRET Christiane | Préfète de la Région Bourgogne-Franche-Comté |
| BEKHALED Nadia | DG EFP |
| BERTHELON François | CESER Bourgogne-Franche-Comté |
| BOUJLILAT Hicham | Conseiller régional Bourgogne Franche-Comté |
| FRIQUET Carmen | Syndicat mixte Pays Vesoul Val de Saône |
| GRIESBECK Nathalie | Députée européenne Grand Est |
| LUTHRINGER Virginie | Syndicat mixte Pays Vesoul val de Saône |
| SCHWERDORFFER Anne | USH Franche-Comté |

Sophie FONQUERNIE, Vice-Présidente en charge de l'agriculture, de la viticulture et de l'agroalimentaire, représentant Madame la Présidente et Monsieur Patrick AYACHE, Vice-Président du conseil régional en charge des fonds européens, accueille les participants au comité.

Elle précise qu'il s'agit du premier comité de suivi plurifonds depuis la fusion des régions. La grande région Bourgogne Franche-Comté est chargée de la gestion de 5 programmes différents (2 programmes opérationnels FEDER/FSE, 2 programmes de développement rural FEADER, 1 programme de coopération Interreg France-Suisse).

Ces programmes font l'objet d'un travail intense mené activement avec les services de la Commission, dont elle salue les représentantes Iva Gailly pour la DG REGIO, Alexandra Catalao pour la DG AGRI et Paola BERTOLISSI pour la DG EMPLOI.

Elle salue également Nathalie DAUSSY, SGAR adjointe, Bruno DEROUAND, représentant la DRAAF Bourgogne Franche-Comté pour le FEADER, et Michel MENARD, représentant la DIRECCTE Bourgogne Franche-Comté pour le FSE national. Elle remercie également les cofinanceurs présents dans la salle et les partenaires, qui ont beaucoup travaillé avec la Région autour des fonds européens.

Ce comité a lieu au cours d'un mois particulier, le « joli mois de l'Europe », qui permet grâce aux nombreuses animations, comme la journée de l'Europe le 9 mai et les permanences du bus de l'Europe, de sensibiliser les citoyens à l'Europe et aux réalisations faites en région grâce aux fonds UE.

Plusieurs projets feront l'objet d'une visite au cours de l'après-midi (l'hôtel restaurant*** « Le Moulin des Ecorces » et le pôle d'échanges multimodal aménagé autour de la gare de Dole).

Avant de donner la parole à Nathalie DAUSSY, Sophie FONQUERNIE invite l'ensemble des membres à participer activement à ce comité de suivi.

A son tour, Nathalie DAUSSY souhaite la bienvenue aux représentantes de la Commission européenne et aux participants. Dole est un lieu idéal pour ce premier comité plurifonds de la nouvelle région, et la visite du pôle d'échanges multimodal permettra d'illustrer le positionnement charnière de la ville au sein de la grande région.

Les programmes 2007-2013 étant actuellement en cours de clôture, l'Etat, qui continuera de co-présider les comités de suivi, n'interviendra donc plus, pour les prochains, que pour le programme opérationnel FSE national.

Elle remercie les équipes qui travaillent sur la clôture des programmes 2007-2013 qui ont permis la certification de 74 millions d'euros depuis le dernier comité de suivi pour finir dans les meilleures conditions. Il reste encore à mener un travail de mobilisation auprès des cofinanceurs afin de justifier les derniers versements et de solder les dossiers. S'agissant de fonds publics, elle précise que les comités de suivi représentent un moment de partage et de transmission de l'information, et sont donc particulièrement importants dans le cadre de la mise en œuvre des programmes.

Iva GAILLY remercie de l'accueil à Dole, qui permet aux représentantes de la Commission de visiter des projets. Ayant eu l'occasion d'assister au Comité de suivi des programmes

bourguignons la semaine précédente, elle souligne qu'il y a un vrai défi d'harmonisation sur la mise en œuvre entre les 2 ex-régions.

Paola BERTOLISSI remercie pour l'organisation de ce comité de suivi à Dole et félicite Sophie FONQUERNIE pour l'entrée en fonction du nouvel exécutif. Elle souligne la nécessité d'une collaboration constante entre la Région et la DIRECCTE ainsi que l'importance d'intégrer les priorités politiques définies au niveau européen (emploi des jeunes, chômage de longue durée,...).

Alexandra CATALAO salue l'assemblée et souligne les compétences et la bonne coopération avec l'autorité de gestion, qui devra désormais faire face à de nouveaux défis, parmi lesquels un nécessaire travail d'harmonisation même si les programmes restent séparés. Elle indique le bon échange de points de vue qui a eu lieu la veille en réunion technique spécifique au FEADER.

Sophie FONQUERNIE propose de procéder à la présentation des points de l'ordre du jour.

➤ **Approbation des PV du comité précédent**

Les membres du comité approuvent à l'unanimité, les comptes-rendu du comité de suivi du 9 octobre 2015 et de la consultation écrite de fin d'année 2015 concernant l'appel à projet « création d'entreprises ».

➤ **Points d'actualité :**

Aline HUMBERT explique la procédure de désignation d'autorité de gestion.

Après l'adoption des programmes en novembre 2014, le processus de désignation des autorités de gestion est encore composé de plusieurs étapes. Il est précisé qu'aucun appel de fonds auprès de la Commission Européenne n'est possible tant que la désignation officielle n'a pas eu lieu.

Pour rappel, l'année 2015 a été consacrée à l'élaboration des documents de mise en œuvre.

Un audit sur place a été réalisé, par la Commission Interministérielle de Coordination des Contrôles (CICC), du 3 au 5 février 2016.

Suite à cet audit sur place, plusieurs procédures et documents ont dû être modifiés, avant la désignation officielle par le Premier Ministre.

Ces modifications concernent notamment le règlement intérieur du comité de suivi qui a dû être précisé (article concernant les procès-verbaux des réunions).

D'autres modifications, concernant l'actualisation de la liste des membres, ont été apportées au règlement intérieur. Aline HUMBERT, propose que les modifications de forme, n'impactant ni le rôle ni le fonctionnement du comité de suivi, ne soient pas automatiquement soumises aux membres et fassent l'objet d'une mise à jour par l'autorité de gestion et d'une diffusion aux membres du comité par le biais de l'extranet.

Les membres du comité approuvent ces modifications et propositions de fonctionnement à l'unanimité.

Aline HUMBERT présente l'avancement de la mise en place du système d'informations Synergie. Cet outil, qui a souffert de nombreux retards de livraison, permet l'instruction et le suivi des dossiers. Un portail à destination des bénéficiaires permettant le dépôt dématérialisé des demandes d'aide et demandes de remboursement est en cours de déploiement. Un guide d'utilisation sera réalisé à l'attention des bénéficiaires.

Le travail de rattrapage des dossiers FEDER-FSE est actuellement en cours.

Dominique DE FILIPPO explique, que concernant le FEADER, le système d'informations OSIRIS est également en cours de déploiement.

➤ **Programme opérationnel régional FEDER FSE 2014 – 2020**

➤ **Avancement de la programmation**

Dominique DE FILIPPO présente l'avancement des 2 fonds FEDER-FSE.

Depuis l'approbation du programme, 117 dossiers ont été programmés pour un montant total de cofinancement FEDER-FSE de 35,51 Millions d'euros représentant un coût total éligible de 88,31 Millions d'euros.

Soit un avancement à hauteur de 19,25 % de la maquette totale (qui s'élève à 184 510 000 €).

○ **Volet FSE**

Stéphanie VUILLEMIN-MOREL précise que l'avancement de l'axe 4 dédié au FSE, est de 41% de la maquette totale qui s'élève à 33.5 millions d'euros. Cet avancement fait partie des premiers au niveau national.

A ce jour, 47 dossiers ont été programmés pour un montant de cofinancement de 13 798 203,92 € représentant un coût total éligible de 27 399 852,60 €.

La programmation des 2 objectifs spécifiques 4.1 « formations préqualifiantes » et 4.2 « formations qualifiantes » est conforme à la maquette financière, soit, respectivement 18% et 78%.

○ **Volet FEDER**

Amélie CHAPPAZ présente l'avancement du FEDER.

A ce jour, 70 dossiers ont été programmés pour un montant de 21 373 585,16 € représentant un coût total éligible de 59 938 638, 32 €, soit un avancement de 14.16% de la maquette.

La répartition de la programmation par axe est précisée et illustrée par des projets emblématiques.

Un point concernant l'appel à projets « création d'entreprises » est réalisé.

Il est rappelé que les membres du comité de suivi ont été consultés par écrit en novembre 2015. 5 candidatures ont été reçues au cours de l'appel à projets qui a été ouvert du 18 décembre 2015 au 4 Mars 2016. Le Comité de sélection, qui s'est réuni le 27 avril 2016, a retenu l'ensemble des candidatures.

L'instruction des dossiers est actuellement en cours, pour une programmation prévue avant l'été.

Suite à ces présentations, Alex SONTAG, représentant de la Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricole (FRSEA), s'interroge concernant l'avancement du programme opérationnel national FSE, les documents de séance faisant état d'un seul dossier programmé.

Michel MENARD, chef du service FSE à la Direccte, précise que ce point sera détaillé lors de la présentation de l'avancement du FSE national.

Iva GAILLY revient sur l'importance de la dématérialisation des échanges avec les bénéficiaires qui est inscrite dans les règlements. Le déploiement de l'outil Synergie a pris du retard et aurait dû être mis en place au 31 décembre 2015.

Elle indique que l'avancement de la programmation pour le PO FEDER-FSE Franche-Comté et Massif du Jura est très satisfaisant par rapport à la moyenne des programmes français. Elle ajoute que l'objectif d'avancement fixé pour les programmes FEDER à fin 2016 est de 25%.

Jean-François ISLASSE précise que cet objectif de 25% est très ambitieux. Il précise qu'en Franche-Comté, quelques grosses opérations de mobilité (infrastructures de transport en commun en site propre) pourraient mobiliser plusieurs millions de FEDER, ainsi que les opérations relatives à l'axe urbain.

Iva GAILLY précise qu'aucune pénalité ne sera appliquée si cet objectif n'est pas atteint, mais la Commission considère qu'un avancement de 25% à la fin de l'année 2016 permettrait aux autorités de gestion d'être en bonne voie pour l'atteinte des objectifs du cadre de performance.

Paola BERTOLLISSI félicite le territoire franc-comtois pour le très bon avancement du FSE régional.

Jean-Pierre LEHEC, représentant le département du Territoire de Belfort, interroge au sujet de l'appel à projets concernant le logement social hors BBC, dans le cadre de l'objectif spécifique 3.2. Jean-François ISLASSE indique que sur les 2 appels à projets identifiés au moment de l'écriture du programme (OS 3.2 efficacité énergétique dans le logement social - hors BBC et OS 3.3 efficacité énergétique dans les bâtiments publics d'enseignement supérieur), seul l'appel à projets relatif à l'OS 3.3 serait lancé avant la fin de l'année 2016, une fois la modification de PO adoptée par la Commission.

En effet, il précise qu'après réunion avec les bailleurs sociaux, ceux-ci indiquaient ne plus avoir suffisamment de bâtiments qui rentrent dans ce cadre (bâtiments avec une étiquette énergétique F, G ou H avant travaux). En revanche, pour les années 2016 et 2017, il y aurait potentiellement 1600 logements BBC à venir.

➤ Rapport Annuel de Mise en Œuvre (RAMO) :

Aline HUMBERT présente le RAMO pour la période 2014-2015. Il s'agit d'un exercice normé de communication avec la Commission, défini dans les règlements.

Ce premier rapport pour la période 2014-2020 présente l'avancement général du programme ainsi qu'un focus, axe par axe, au 31/12/15. Les données financières sont croisées avec les indicateurs de réalisation.

La dynamique de programmation est globalement satisfaisante, avec un avancement, au 31/12/2015, de plus de 12% en FEDER et de 38% en FSE.

Suite aux échanges avec la Commission sur la base du document transmis au comité 15 jours auparavant, plusieurs points ont dû être modifiés et sont présentés aux membres du comité.

Réglementairement, chaque RAMO doit être présenté et validé en comité de suivi avant transmission à la Commission Européenne avant le 31 mai.

Les membres du comité approuvent le RAMO 2014-2015 à l'unanimité.

➤ Modification du Document de Mise en Oeuvre (DOMO)

Amélie CHAPPAZ, explique qu'il convient d'apporter quelques modifications au DOMO.

Les premières modifications sont d'ordre général et concernent la mise à jour des textes de référence (décret d'éligibilité des dépenses, notamment), la possibilité de recourir à des taux forfaitaires (pour le calcul des recettes et des dépenses indirectes) et également des rappels concernant la réglementation (publicité, aides d'état...).

Les autres modifications sont plus précises et concernent notamment les fiches relatives aux OS 1.3 – « accompagnement à la création reprise d'entreprises », OS 1.4 – « investissement matériel et immatériel des PME », OS 3.1 – « Energies renouvelables – Bois énergie » et l'OS 3.3 – « rénovation énergétique des bâtiments d'enseignement supérieur ».

Les explications présentées, les membres du comité de suivi approuvent les modifications du DOMO à l'unanimité.

➤ **Plurifonds 2014-2020**

➤ **Point sur le plan d'animation**

Aline HUMBERT présente le plan d'animation actualisé devant faire l'objet d'un examen à chaque comité de suivi.

Un des enjeux du plan d'animation plurifonds est d'aller à la rencontre des porteurs de projets sur le terrain. Il s'agit de la notion de fabrique à projet, c'est-à-dire accompagner les porteurs de projets, répondre au plus près de leurs besoins.

Des réunions seront prochainement organisées au sein des départements. La première aura lieu dans le Jura avec une séance plénière pour une présentation générale puis par des rendez-vous individualisés.

Des journées de formation à destination des membres du comité de suivi sont prévues afin que chacun puisse être un relais et soit en mesure d'accompagner les porteurs de projets.

Sophie FONQUERNIE précise qu'il ne s'agit pas seulement d'informer et de former mais d'accompagner plus fortement les porteurs de projets sur les territoires. Il s'agit là de l'objectif de la fabrique à projets, chère à l'exécutif et à la Présidente de Région.

➤ **Point sur la communication :**

○ **Stratégie de communication régionale**

Aline HUMBERT présente la mise à jour de la stratégie de communication suite à l'adoption du Plan de Développement Rural (PDR).

Les actions de communication sont précisées : réunion du groupe régional de communication, communiqués de presse suite aux comités de programmation, visites de projets, audit du site internet « L'Europe s'engage en Franche-Comté » et finalisation du kit de communication à destination des porteurs de projets.

Plusieurs événements ont été organisés dans le cadre du Joli mois de l'Europe : journée de découvertes et d'animations le 9 mai, permanence du Bus de l'Europe sur les territoires,...

Suite aux explications, les membres du comité de suivi adoptent à l'unanimité la stratégie de communication.

○ **Plan communication FSE national : ETAT**

L'objectif cible de la stratégie du programme opérationnel national est de mettre en place et d'animer **une communication digitale sur le FSE de qualité, dynamique et clairement identifiée** en se fondant sur une production éditoriale spécifique à la base de l'animation du site fse.gouv.fr et des réseaux sociaux du FSE en France.

En conséquence, le plan d'actions 2016 ciblera en priorité le déploiement d'un site internet fse.gouv.fr rénové et largement orienté vers l'animation digitale.

Les actions conduites en 2016 au titre des 4 objectifs stratégiques validés par le comité national de suivi de janvier 2015 viendront accompagner la montée en puissance du site internet et de la stratégie digitale.

Objectif stratégique n°1 : diffuser la stratégie, les objectifs et les possibilités de financement du programme opérationnel national FSE.

Publics cibles : bénéficiaires potentiels et services gestionnaires du programme opérationnel national (cibles principales), journalistes et médias (cibles secondaires)

| | Actions | cibles principales |
|--------------------------------|--|--|
| Autorité de gestion | déploiement du site internet "fse.gouv.fr" 2.0 | bénéficiaires potentiels, partenaires, media |
| | rédaction des 1ers articles, applications, websdocumentaires et vidéos | bénéficiaires potentiels |
| | Animation d'un compte twitter FSE national | journalistes et média |
| Autorités de gestion déléguées | Mise en place d'un partenariat éditorial avec les Conseils régionaux pour la diffusion des informations à destination des bénéficiaires potentiels | bénéficiaires potentiels |

Objectif stratégique n°2 : diffuser les informations sur les opérations, les résultats et les pratiques les plus innovantes du programme opérationnel national FSE.

Publics cibles : partenaires et acteurs de l'emploi, bénéficiaires (dont têtes de réseaux), journalistes

| | Actions | cibles principales |
|--------------------------------|---|---|
| Autorité de gestion | Organisation de l'édition 2016 du Village des Initiatives FSE | partenaires et acteurs de l'emploi, bénéficiaires, journalistes |
| | Mise en place d'un partenariat presse avec des Ecoles de journalisme | journalistes |
| Autorités de gestion déléguées | Identification mensuelle de projets exemplaires valorisables ou des infos et chiffres clés du PON FSE en régions (fiche type) | partenaires, bénéficiaires, journalistes |

Objectif stratégique n°3 : mettre en valeur « l'action de l'Europe en faveur de l'Emploi ».

Publics cibles : grand public, journalistes et médias (cibles principales) bénéficiaires et bénéficiaires potentiels (cible secondaire)

| | Actions | cibles principales |
|--------------------------------|---|--|
| Autorité de gestion | Concours en ligne à destination des 18-25 ans (retardé) | grand public, participants aux projets FSE |
| | Opération « 100 visages pour l'emploi » : Concours en ligne pour la mise en valeur des participants aux actions du FSE (abandonné) | Bénéficiaires /participants aux projets FSE |
| | 1 ^{ère} édition des Trophées « Initiatives FSE » | bénéficiaires, bénéficiaires conventionnés, journalistes |
| Autorités de gestion déléguées | participation au Joli Mois de l'Europe 2016, organisation d'équipes participantes à des événements sportives locaux (coordination par l'AG) | grand public, journalistes |

Objectif stratégique n°4 : contribuer au respect des règles de publicité.

Publics cibles : bénéficiaires (cible principale) et bénéficiaires potentiels agents des services gestionnaires (cibles secondaires)

| | Actions | cibles principales |
|--------------------------------|--|--|
| Autorité de gestion | création et diffusion de nouvelles affiches nationales PON FSE | Autorités de gestion déléguées / bénéficiaires |
| | Création et diffusion de films animés d'appui au tutoriel | Autorités de gestion déléguées / bénéficiaires |
| Autorités de gestion déléguées | diffusion du tutoriel sur la publicité à l'occasion de la signature de chaque convention PON FSE | bénéficiaires |

➤ **Evaluation :**

Aline HUMBERT explique, concernant le FSE, que le marché de suivi à 6 mois des participants sera lancé prochainement.

La première réunion du comité régional d'évaluation se tiendra le 1er juin.

En raison de la fusion et de la réorganisation, la première évaluation portera sur l'axe 3 du FEDER.

Des outils sont en cours de développement : guides des indicateurs à destination des instructeurs, et guide sur les principes horizontaux à destination des porteurs de projet pour les aider à intégrer ces principes dans leur projet.

➤ **PO national FSE Emploi et Inclusion 2014-2020**

Aimery LEHMANN, chef du service gestionnaire de la DIRECCTE présente la maquette financière, l'architecture de gestion, et les principales orientations de programmation du volet déconcentré pour la Franche-Comté du Programme opérationnel national du FSE (PON FSE).

51.4 M€ sont alloués à la Franche-Comté, dont une part majoritaire, de l'ordre de 2/3, soit 34.9 M€ est déléguée aux départements au titre de l'axe 3 du programme, visant les politiques d'inclusion sociale.

Les départements ont en effet été confirmés par les dernières lois de décentralisation comme chefs de file des politiques de lutte contre la pauvreté et d'inclusion sociale auxquelles sont dédiés les crédits de l'axe 3 du PON FSE. En juin 2015, une première série de 4 subventions globales, couvrant la période 2014-2016 ou 2015-2016 pour le Territoire de Belfort, ont été validées en comité de programmation. Les conventions sont en cours de signature. Le montant cumulé de cette première série de conventions est de 13.9 M€.

Les axes 1 et 2 du PON, dotés respectivement de 6.0 M€ et 9.3 M€, sont gérés par les services de l'Etat, la DIRECCTE Franche-Comté, sous l'autorité de gestion déléguée de M. Le Préfet de région.

L'Axe 1, Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat, vise principalement au titre de la priorité d'investissement 8i, les interventions sur le marché de l'emploi, dans le sens d'un accompagnement renforcé et individualisé des demandeurs d'emplois, et notamment les catégories les plus en difficultés, jeunes primo accédants, populations en risque de discrimination, personnes handicapées, seniors.

Le secteur de l'économie sociale et solidaire est également une priorité d'intervention (Priorité 8iii), via notamment l'appui aux « dispositifs locaux d'accompagnement » (DLA) qui financent des audits et opérations d'ingénierie de projets, au bénéfice du secteur associatif et des emplois de proximité (sport, loisir, culture, action sociale).

Les jeunes en risque de décrochage scolaire font aussi l'objet d'un financement prévisionnel important, de 1.5 M€ (PI 10i). Un appel à projets spécifique sera émis en 2016 par les services de la DIRECCTE en cohérence avec les lignes de partage entre le FSE géré par l'Etat (PON) et le FSE géré par la Région au titre de la formation professionnelle continue. Les actions appuyées par le PON visent les jeunes encore scolarisés en risque de décrochage, celles de la Région visent les jeunes sortis du système de formation initiale.

Les actions programmées au titre de l'Axe 2, Anticiper les mutations économiques et sécuriser les parcours professionnels, concernent principalement les actifs occupés, travailleurs salariés, indépendants, entrepreneurs, dans une logique générale d'adaptation aux évolutions économiques et technologiques. Il s'agit essentiellement d'améliorer les capacités d'anticipation et d'adaptation des acteurs dans la gestion des emplois et des compétences (GPEC : Gestion prévisionnelle des emplois et compétence) et de favoriser la coordination des acteurs publics et privés, employeurs, syndicats professionnels, syndicats de salariés, Etat et collectivités territoriales, à une échelle territoriale de proximité.

La formation des salariés des TPE et PME est à ce point de vue un objectif important et bénéficie d'une dotation prévisionnelle de plus de 3 M€.

Les actions visant l'adaptation et le maintien dans l'emploi des seniors est aussi une priorité du PON FSE et entre dans l'objectif européen de maintenir voire d'accroître le taux d'activité de cette catégorie d'actifs.

L'Axe 3, Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion est dédié à la gestion des départements en appui de leurs interventions dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'inclusion sociale et de l'insertion professionnelle.

Il est décliné en 3 objectifs principaux :

Objectif Spécifique 1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi, qui vise l'accompagnement renforcé des publics les plus éloignés de l'emploi ; chômeurs de très longue durée, bénéficiaires du RSA, inactifs. L'approche de ces publics se doit d'être globale et traiter ainsi les freins périphériques à l'emploi, problématiques individuelles ou sociales, faisant obstacle à l'insertion professionnelle.

Par l'Objectif spécifique 2 « Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion », il s'agira également de mobiliser les employeurs et l'ensemble des acteurs économiques autour de ce sujet, et de développer et soutenir les entreprises et structures de l'insertion par l'activité économique ; associations ou collectivités portant des chantiers d'insertion, entreprises d'insertion.

Au titre de l'OS 3 : Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire, ce secteur doit être soutenu car pourvoyeur d'emplois de proximité ouverts aux publics peu employables dans le secteur marchand.

Les conditions d'accès aux subventions du FSE sont ensuite présentées :

Elles visent principalement à permettre une concentration des crédits sur les projets les plus innovants, présentant une masse critique suffisante pour obtenir un réel effet, et portés par des structures ayant la capacité financière et l'organisation administrative suffisante pour porter des actions complexes et dont la gestion demande à être rigoureuse.

Toutefois, afin d'alléger ce travail de gestion, tant pour les porteurs de projets que pour les services gestionnaires, les procédures sont entièrement dématérialisées à partir du site national « Ma Démarche FSE », mis en place par l'autorité de gestion en titre du PON FSE, le Ministère en charge de l'emploi, Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle.

➤ **PC Interreg France-Suisse**

➤ **Point d'information Interreg France-Suisse**

Aline HUMBERT présente un point d'information concernant le programme Interreg France-Suisse qui réunit 12 partenaires dont 5 départements français et 7 cantons suisses.

Concernant la période de programmation 2007-2013, 171 dossiers ont été programmés pour 55 millions d'euros sur une maquette finale de 53,5 millions d'euros.

Les paiements représentent à ce jour 47 millions d'euros.

Concernant la période 2014-2020, 3 comités se sont tenus. 19 dossiers ont été programmés pour 7 millions d'euros de FEDER soit 10% de la maquette.

➤ **PDR FEADER 2014-2020**

Jean BLANCHET dresse un bilan de l'avancement financier du FEADER. Les engagements s'élèvent à 54,4 millions d'euros soit 12% de la maquette de 443,7 millions d'euros. Les paiements représentent 40,7 millions d'euros soit 75% des engagements.

1 056 dossiers HSI GC et 7 297 dossiers SIGC sélectionnés depuis début 2014.

Concernant l'avancement de la mise en œuvre sur l'année 2016, 6 appels à projets ont déjà été conclus, 6 sont en cours et une douzaine devrait être lancée d'ici l'été.

Il est précisé que 8 Descriptifs Détaillés de Mise en Œuvre (DDMO) ont été transmis à l'ASP. Sur ces 8 DDMO, 4 ont été jugés recevables par la Direction Régionale de l'ASP et ont été transmis au siège.

Les déclarations PAC 2016 qui concernent les mesures « surface » sont reportées du 17 mai au 15 juin.

Concernant les grilles de sélection, la Commission est très vigilante sur le sujet. Elle demande désormais un tableau d'information sur le bilan des sélections. Aujourd'hui l'ensemble des grilles sont validées, avec les 6 dernières à l'occasion du comité de suivi Feader de la veille. Ce Comité de suivi a également validé des règles transversales relatives aux modalités de vérification du caractère raisonnable des coûts.

Concernant le rapport annuel de mise en œuvre spécifique au FEADER, un délai supplémentaire a été fixé par la Commission pour une transmission au 30 juin 2016. Certaines données, issues des systèmes d'information nationaux, ne sont pas encore disponibles. Une consultation écrite du comité de suivi sera organisée en juin pour avis sur le RAMO.

Alex SONTAG (FRSEA) rappelle la situation catastrophique des paiements, avec plus d'une année de retard dans les versements, ce qui s'ajoute à une situation de crise agricole. La profession demande un calendrier des paiements et relaie l'inquiétude d'une année 2016 qui connaîtrait autant de retards et de difficultés que l'année 2015. Il souligne que la responsabilité est au-delà de l'autorité de gestion.

Alexandra CATALAO rappelle que la Commission européenne n'est pas responsable de ces retards de paiements liés à l'instrumentation des mesures dans le système d'information, au niveau de l'Etat membre.

➤ Programmes européens 2007-2013

➤ PO FEDER 2007-2020

Madame DAUSSY introduit le point sur les programmes 2007-2013 en indiquant que les certifications étant désormais achevées, l'autorité de gestion travaille actuellement sur la clôture des paiements et la rédaction du rapport final pour le volet FEDER à adresser le 1er novembre prochain au Ministère de l'Intérieur qui se chargera de la transmission à la CICC, autorité d'audit, du dossier complet.

Madame DAUSSY remercie les partenaires cofinanceurs des projets soutenus par le FEDER qui se sont mobilisés pour le versement de leur cofinancement ainsi que les services instructeurs pour leur mobilisation sur les dernières certifications jusqu'au mois d'avril. Elle précise toutefois qu'un dernier effort est demandé aux partenaires cofinanceurs afin de débloquer les derniers paiements et satisfaire à l'obligation communautaire de paiement de toutes les aides publiques allouées dans le cadre d'un régime d'aide.

Un remerciement particulier est adressé à Madame LINARD, qui, dans le cadre de la réorganisation des services du SGAR suite à la réforme territoriale, est dorénavant chargée de mission Europe pour le volet Bourgogne après de nombreuses années de mobilisation sur le périmètre franc-comtois et à Madame BELOT pour sa précieuse collaboration tout au long des derniers mois de certifications.

○ Les travaux de clôture

Madame GUTHMANN rappelle les échéances passées et à venir des travaux de clôture du volet FEDER et présente les premiers éléments de bilan financier. Il est rappelé que la date

finale d'éligibilité des dépenses était fixée au 31 décembre 2015. L'autorité de certification a procédé au dernier appel de fonds intermédiaire le 26 avril 2016, suite à un report de délai d'un mois, initialement fixé au 30 mars 2016. L'autorité de gestion étant restée mobilisée sur les travaux de certification tout au long du 1er trimestre, les travaux de rédaction du rapport final ne sont pas suffisamment avancés pour en présenter une première mouture. La version finalisée du rapport final sera soumise au comité de suivi dans le courant du second semestre 2016.

oBilan financier

Depuis le dernier comité de suivi, les programmations par abondement d'opérations déjà programmées et les réajustements d'opérations portent la programmation de crédits FEDER à 146,871 M€, soit 100,1 % de la maquette. Au vu des sous-réalisations d'opérations, le montant du reliquat FEDER restant à récupérer est estimé à 1,85 M€, ce qui devrait amener le réalisé à 98,7 % de la maquette. Ce montant sera affiné au fur et à mesure du calcul du solde FEDER sur les opérations en attente d'informations sur les derniers versements de cofinancements. Le coût total certifié s'établit à 546,788 M€ (124,94 % de la maquette) et le taux de FEDER payé aux bénéficiaires est de 91,20 % pour un montant de 134,013 M€. Depuis le dernier comité de suivi, plus de 20M€ ont été payés. Le détail par axe du bilan est précisé dans le document de séance.

oComptabilisation des réalisations

Monsieur CHARLES présente une première analyse des indicateurs du programme. Il en ressort que si de nombreux indicateurs voient leur taux de réalisation largement dépassé, certaines valeurs cibles fixées en début de programmation n'ont à l'inverse pas été atteintes. Les facteurs pouvant expliquer les écarts parfois importants peuvent être méthodologiques (définition d'une valeur mal calibrée) ou conjoncturels (fort impact de la crise économique sur les créations d'emplois).

Ainsi, avec seulement 38,4 emplois créés sur l'axe 3, le résultat est bien en deçà des objectifs fixés pour la fin de la programmation (230 emplois). La crise de 2008 et la non pérennisation ou émergence des emplois ambitionnés sur cet axe expliquent en partie ce constat. Toutefois, si les résultats escomptés ne se retrouvent pas dans les indicateurs, il est cependant nécessaire de rappeler l'impact que les projets ont eu sur l'emploi dans les entreprises du bâtiment, non comptabilisé.

A l'inverse pour l'indicateur de création d'emplois directs sur l'axe 1, il est constaté que près de 1 000 emplois ont été créés pour les 440 attendus.

Monsieur ISLASSE intervient pour préciser que ce programme aura permis de doter la région Franche-Comté d'infrastructures de recherche d'envergure centrées sur ses secteurs d'excellence (microtechnique, agro-alimentaire et transports). Par ailleurs, afin d'attirer les entreprises innovantes et de les retenir, l'aménagement de parcs d'innovation réunissant des entreprises et des fonctions de recherche a été privilégié. Ces infrastructures ont structuré la Franche-Comté pour favoriser l'émergence des services. L'amélioration de la couverture très haut-débit ou haut-débit figurait également au titre des priorités pour construire un

environnement économique attractif et compétitif. En cela, le programme a permis de jeter les bases de l'actuelle génération de programme.

➤ PO FSE 2007-2013

Monsieur LEHMANN explique le dernier appel de fonds FSE a eu lieu le 15 mars 2016. Au total, 76 741 548 €, soit 92.8 % de la maquette financière, ont été réalisés et déclarés en demandes de remboursement à la Commission européenne.

1 754 opérations ont été programmées, réalisées et financées. Ces opérations ont concerné un total de 176 360 participants.

➤ PDR FEADER 2007-2013

Les paiements ont eu lieu jusqu'au 31/12/2016. Globalement, hors PB, 93,15% de la maquette a été payé. Tous les dossiers réalisés sont payés.

Sur le volet régional, les trois mesures qui ont mobilisé le plus de FEADER sont :

- Le plan de modernisation des bâtiments d'élevage (13,7M€)
- Les mesures agro-environnementales territorialisées (11,1M€)
- Le maintien du service de base en milieu rural (8,2M€).

Au global, le taux de chute sur le volet régional est de 1,66% (contre 7% au niveau national).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 13h00.

Fait à *Dijon*, le 29 SEP. 2016

La Préfète de région

Pour la Préfète de la région Bourgogne-Franche-Comté
et par délégation
Le secrétaire général pour les affaires régionales

Eric PIERRAT

La Présidente
du Conseil Régional

1
Marie-Guite DUFAY

